

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

**Le pouvoir adjudicateur
CHU ROUEN NORMANDIE**

**1 rue de Germont
76031 ROUEN CEDEX 1**

Réalisation de plusieurs missions de prestations intellectuelles dans le cadre des travaux en présence d'amiante pour la restructuration et surélévation du Bâtiment Central à l'Hôpital Charles Nicolle

**Procédure adaptée
Articles L2123-1 et R2123-1 à 8 du Code de la commande publique**

Sommaire

PREMABULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE	4
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET	4
1.2 - PROCEDURE DU MARCHÉ	5
1.3 - ALLOTISSEMENT	5
1.4 - FORME ET MONTANT DU MARCHÉ	5
1.4.1 – Pour les lots n°1 et n°2	5
1.4.2 – Pour le lot n°3	5
1.5 - DUREE DU MARCHÉ	5
1.6 - MODIFICATIONS AU MARCHÉ PUBLIC ET MARCHES COMPLEMENTAIRES ET SIMILAIRES	5
1.7 - ELEMENT DE MISSION	6
1.8 - TITULAIRE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 2 - GENERALITES	6
2.1 - PIECES CONTRACTUELLES	6
2.2 - REPRESENTANT DU CHU ROUEN NORMANDIE	7
2.3 - REPRESENTANT DU TITULAIRE	7
2.3.1 - Changement donnant lieu à un certificat administratif	7
2.3.2 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent marché	7
2.4 - CONDUITE D'OPERATION	7
2.5 - MAITRISE D'ŒUVRE	7
2.6 - LA COTRAITANCE	7
2.7 - LA SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 3 - DELAIS D'EXECUTION	9
3.1 - LOTS N°1 ET N°2	9
3.1.1 – Délais d'exécution	9
3.1.2 – Prolongation des délais d'exécution	9
3.2 - LOT 3 : ASSISTANT MAITRISE D'OUVRAGE SUIVI DE TRAVAUX DE DESAMANTAGE ET RETRAIT DE PLOMB	9
ARTICLE 4 - ORDRE DE SERVICE	9
ARTICLE 5 - CONDITIONS DE COMMANDE POUR LES LOTS N°1 ET N°2	10
5.1 - EMISSION DES COMMANDES	10
5.2 - MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE	10
5.3 - ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	11
ARTICLE 6 - MESURES D'ORDRE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL	11
6.1 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	11
6.2 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	11
ARTICLE 7 - AUTRES OBLIGATIONS	12
7.1 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	12
7.2 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	12
ARTICLE 8 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	12
8.1 - ETENDUE DE LA CESSION	12
8.2 - EXPLOITATIONS	13
8.3 - GARANTIE	14
8.4 - REMUNERATION	14
ARTICLE 9 - RECEPTION ET VALIDATION DES PRESTATIONS	14

CCAP

Réalisation de plusieurs missions de prestations intellectuelles dans le cadre des travaux en présence d'amiante pour la restructuration et surélévation du Bâtiment Central à l'Hôpital Charles Nicolle

9.1 -	TRANSMISSION DES DOCUMENTS-----	14
9.2 -	MODALITES DE RECEPTION -----	15
9.3 -	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS -----	15
ARTICLE 10 - PENALITES-----		15
10.1 -	PENALITES DE RETARD-----	15
10.2 -	PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE TRAVAIL-----	16
ARTICLE 11 - PRIX ET VARIATION DANS LES PRIX -----		16
11.1 -	DISPOSITIONS GENERALES SUR LES PRIX-----	16
11.2 -	VARIATION DES PRIX-----	16
11.3 -	TVA-----	16
ARTICLE 12 - MODALITES DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHE -----		17
12.1 -	MODE ET DELAI DE PAIEMENT -----	17
12.2 -	AVANCE-----	17
12.3 -	COMPTABLE -----	17
12.4 -	CHANGEMENT DE TAXES -----	17
12.5 -	NANTISSEMENT -----	18
12.6 -	RETENUE DE GARANTIE -----	18
ARTICLE 13 - PAIEMENTS – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE-----		18
13.1 -	REGIME DES PAIEMENTS -----	18
13.2 -	DEPOT DE LA FACTURE ELECTRONIQUE-----	18
13.3 -	REPARTITION DES PAIEMENTS -----	19
13.4 -	PERIODICITE DES PAIEMENTS -----	19
ARTICLE 14 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE-----		19
ARTICLE 15 - ASSURANCES-----		20
ARTICLE 16 - RESILIATION DU MARCHE-----		20
ARTICLE 17 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER -----		20
ARTICLE 18 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE -----		21
18.1 -	RESOLUTION AMIABLE -----	21
18.2 -	RESOLUTION CONTENTIEUSE - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE -----	21
ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG-PI-----		21



PREMABULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation
- La performance sociale
- L'innovation
- L'accès des PME à la commande publique
- La performance économique et technique

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 5.

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un marché en vue de la **réalisation de plusieurs missions de prestations intellectuelles dans le cadre des travaux en présence d'amiante pour la restructuration et surélévation du Bâtiment Central à l'Hôpital Charles Nicolle.**

1.2 - Procédure du marché

Le marché public est passé selon la **procédure adaptée**, en application des articles L2123-1 et R2123-1 à 8 du Code de la commande publique.

1.3 - Allotissement

Le marché est alloti en 3 lots :

- Lot 1 : mission de repérage amiante, prélèvements complémentaires et examen visuel dans le cadre des travaux de Restructuration et surélévation du Bâtiment Central à l'Hôpital Charles Nicolle,
- Lot 2 : mission Métrologie MOA MPCA et Plomb dans le cadre des travaux de Restructuration et surélévation du Bâtiment Central à l'Hôpital Charles Nicolle,
- Lot 3 : mission d'Assistance Maître d'Ouvrage amiante et plomb dans le cadre des travaux de Restructuration et surélévation du Bâtiment Central à l'Hôpital Charles Nicolle.

1.4 - Forme et montant du marché

1.4.1 – Pour les lots n°1 et n°2

Les lots n°1 et n°2 donneront respectivement lieu à un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au moyen de bons de commande.

En application de l'article R2162-4 1° du Code de la commande publique, chaque lot est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum pendant toute la durée de validité du marché public.

- Le montant maximum du lot n°1 est : **60 000 €**
- Le montant maximum du lot n°2 est : **60 000 €**

Le marché public est **mono-attributaire**.

L'accord cadre est conclu à prix unitaires tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

1.4.2 – Pour le lot n°3

Le lot n°3 donnera lieu à un marché ordinaire. Le marché public est traité à prix global et forfaitaire tel que mentionné à l'Acte d'Engagement et les prestations effectuées par le titulaire sont rémunérées sur cette base.

1.5 - Durée du marché

Pour chaque lot, le marché est d'une durée de 36 mois à compter de sa date de notification.

1.6 - Modifications au marché public et marchés complémentaires et similaires

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles 2194-1 à 2194-10 du Code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens des articles R2122-4 et R2122-7 du Code de la commande publique.

1.7 - Elément de mission

Le contenu de chaque élément de mission est précisé dans le CCTP du lot concerné.

1.8 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) sous le nom « le titulaire » sont précisées à l'article D- Contractants de l'Acte d'engagement du lot concerné.

ARTICLE 2 - GENERALITES

2.1 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

Pour les lots n°1 et n°2 :

- L'Acte d'engagement et son annexe :
→ Annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires/détail quantitatif estimatif
- La **note méthodologique du Titulaire**.

Pour le lot n°3 :

- L'Acte d'engagement et son annexe :
→ Annexe n°1 : la décomposition du prix global et forfaitaire
- La **note méthodologique du Titulaire**

Pour l'ensemble des lots :

- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les lots** et son annexe :
→ Annexe °1 : fiche pratique chorus;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des lots n°1, n°2 et n°3** ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieure à la notification du marché ;
- Le **cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de prestations intellectuelles** (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021).

La notification du marché comprend une copie de l'ensemble des pièces constitutives, et comprend également, au gré du titulaire, la remise sans frais par le représentant du pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché public.

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les ordres de services émis par le CHU Rouen Normandie.

2.2 - Représentant du CHU Rouen Normandie

Pour l'exécution du présent marché, le représentant du CHU Rouen Normandie est : Monsieur le Directeur des Travaux et Services Techniques – Sécurité Incendie du CHU Rouen Normandie.

2.3 - Représentant du titulaire

En application de l'article 3.4.1 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à faire connaître, dès la notification du marché, la personne physique désignée par lui et habilitée à l'engager pour les besoins de l'exécution du marché. Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant du CHU Rouen Normandie toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise, sous peine d'encourir les pénalités et mesures coercitives prévues au marché.

2.3.1 - Changement donnant lieu à un certificat administratif

En cas de modification de sa dénomination sociale ou d'autres modifications visées à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le Titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le CHU Rouen Normandie et communiquer le justificatif mentionnant ce changement (ex : RIB, KBIS ...).

Un certificat administratif est établi par le CHU Rouen Normandie.

2.3.2 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent marché

Avant tout transfert de tout ou partie des droits et obligations issus du marché à une autre personne morale (notamment par cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le Titulaire doit impérativement en informer par écrit le CHU Rouen Normandie.

Le CHU Rouen Normandie procède à la vérification que la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

A la suite de cette vérification, un avenant constatant le transfert du marché au nouveau Titulaire sera signé entre les parties.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités requises pour exécuter le Marché, le CHU Rouen Normandie prononce sa résiliation sans que le Titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité à ce titre.

2.4 - Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la Direction des Travaux et des Services Techniques - Sécurité Incendie.

2.5 - Maîtrise d'œuvre

La mission de Maîtrise d'œuvre sera assurée par un Directeur Travaux du cabinet ATAUB Architecte, membre du groupement de conception et de suivi d'exécution dont le mandataire est Michel Beauvais Architecte.

2.6 - La cotraitance

Le marché public peut être conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

CCAP

Réalisation de plusieurs missions de prestations intellectuelles dans le cadre des travaux en présence d'amiante pour la restructuration et surélévation du Bâtiment Central à l'Hôpital Charles Nicolle

Le mandataire du groupement représente, jusqu'à la fin du marché public, l'ensemble des opérateurs économiques vis-à-vis de la personne publique pour l'exécution du marché public.

Il est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique pour l'exécution du marché public. Il assure, sous sa responsabilité, la coordination des entreprises. Il pourvoit à la défaillance éventuelle de ses cotraitants et assume à ce titre la solidarité financière de leur remplacement.

2.7 - La sous-traitance

Le Titulaire s'engage à présenter au CHU Rouen Normandie les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de son marché dans le respect des textes en vigueur (loi du 31 janvier 1975 relative à la sous-traitance dûment modifiée par la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001).

En application des articles L2193-1 à L2193-14 du Code de la commande publique, le Titulaire qui désire sous-traiter une partie de son marché doit indiquer les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

La personne habilitée à engager le CHU Rouen Normandie, sous réserve des dispositions des articles R2193-17 à R2193-22 du Code de la commande publique, pourra alors en cas d'accord accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial annexé au présent marché

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues au CCAG-PI.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le CHU Rouen Normandie.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles L2193-5, R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique ainsi qu'à l'article 3.6 du CCAG PI.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8251-1, L8231-1 et L8241-1 du Code du travail.
- Les attestations sociales et fiscales de moins de 6 mois.
- Un extrait KBIS de moins de 3 mois ou le numéro unique d'identification.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 32.1 du CCAG PI).



ARTICLE 3 - DELAIS D'EXECUTION

3.1 - Lots n°1 et n°2

3.1.1 – Délais d'exécution

L'opérateur de repérage ou de prélèvement interviendra in situ sur demande du MOA et/ou du MOE :

- Sur demande programmée, intervention de l'opérateur le jour prévu,
- Sur demande spéciale non programmée du MOE et/ou du MOE, intervention sous deux jours maximum.

Les résultats des prélèvements sont exigés sous 3 jours ouvrés par voie électronique.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

3.1.2 – Prolongation des délais d'exécution

Seuls les retards imputables au CHU Rouen Normandie peuvent justifier la prolongation des délais mentionnés ci-dessus.

Ainsi, le Titulaire pouvant être tributaire pour l'exécution de ses prestations, de démarches ou fournitures de documents du ressort du CHU Rouen Normandie, il lui appartient de signaler par courrier recommandé tout retard de la part de ce dernier de nature à le contraindre à ne pas respecter les délais, conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI.

Le délai d'exécution se trouverait alors prolongé du nombre de jours calendaires séparant l'envoi de ce courrier et l'envoi par le CHU Rouen Normandie des éléments requis ou de l'exécution des démarches requises.

3.2 - Lot 3 : assistant maîtrise d'ouvrage suivi de travaux de désamiantage et retrait de plomb

Le suivi des travaux de désamiantage et de retrait de plomb est prévu en deux phases :

- Zone Sud : **Mars à Mai 2025**
- Zone Nord et toiture : **Juin à Octobre 2025**

ARTICLE 4 - ORDRE DE SERVICE

Le marché public peut faire l'objet d'ordres de service.

L'ordre de service est la décision émanant de la personne dûment habilitée par le CHU Rouen Normandie qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations constituant l'objet du marché.

Les ordres de services sont numérotés, datés et signés par le CHU Rouen Normandie. Ils sont adressés au Titulaire en un exemplaire de façon dématérialisé par le biais du profil acheteur à condition que l'identité de l'expéditeur soit authentifiée et que le destinataire, identiquement authentifié, en accuse réception.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-PI, si, dans un **délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de l'ordre de service par le Titulaire**, le CHU Rouen Normandie n'a pas reçu de réserves de la part du Titulaire, ce dernier est réputé avoir accepté les prescriptions définies dans l'ordre de service.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE COMMANDE POUR LES LOTS N°1 ET N°2

5.1 - Emission des commandes

Conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par l'établissement, au fur et à mesure de ses besoins.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-PI, la notification des bons de commande est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut-être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché public ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Dès réception du bon de commande, le titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations demandées.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché public ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer / des prestations à réaliser en référence au BPU pour le lot concerné ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux de livraison des fournitures ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG-PI, seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant de l'établissement.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché public. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. L'établissement ne peut fixer une durée telle que l'exécution du bon de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

L'établissement confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

5.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un nouveau bon de commande qui sera envoyé et édité au titulaire.

5.3 - Annulation d'un bon de commande

L'établissement peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 6 - MESURES D'ORDRE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

6.1 - Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

6.2 - Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

De plus, l'attention du titulaire est attirée sur le fait que la Métropole Rouen Normandie a fait le choix de mettre en place sur une partie de son territoire une zone à faibles émissions (ZFE).

Dès lors, les déplacements professionnels liés à l'exécution des prestations devront en tenir compte.

Le titulaire privilégiera l'utilisation des transports en commun ou de transports peu ou non polluants pour le déplacement des intervenants (train, tram, bus, vélos, co-voiturage, etc.).

ARTICLE 7 - AUTRES OBLIGATIONS

7.1 - Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

7.2 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

ARTICLE 8 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

8.1 - Etendue de la cession

Le Titulaire cède, à titre exclusif, au CHU ROUEN NORMANDIE le droit de représentation et de reproduction, tels que définis par les articles L122-2 et L122-3 du code de la propriété intellectuelle, de tout ou partie des documents réalisés dans le cadre du présent marché, ci-après dénommés « les documents », sur tout support actuel ou futur (incluant notamment les supports papiers, électroniques, informatiques, numériques, vidéographiques, magnétiques, photographiques...) et par tout procédé actuel ou futur de communication au public (incluant notamment télévisuel, Internet, vidéographique, cinématographique, exposition...).

Par « documents », on désigne notamment :

- Les créations et les conceptions nées de l'exécution du marché quel qu'en soit le support (rapports, diagnostics, compte-rendu, plans et graphiques, photographies, analyses, relevés, cartographies, illustrations, dessins etc.) ;
- Les documents et dossiers d'études, les documents techniques d'exécution, les prototypes, maquettes, illustrations, recherches graphiques et typographiques, documents et fichiers de

toute nature provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation ;

- Tout autre élément protégé par le droit d'auteur réalisé dans le cadre du présent.

Le Titulaire cède également les droits de modification et d'adaptation de tout ou partie des documents en vue de leur intégration éventuelle à une œuvre collective ou composite, sous réserve du respect du droit moral du Titulaire.

La cession est consentie pour le monde entier et pour la durée de la propriété littéraire et artistique, régie par les lois françaises et étrangères et par les conventions internationales, actuelles ou futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

8.2 - Exploitations

La présente cession est consentie notamment pour les exploitations suivantes :

- L'archivage ;
- La consultation par toute personne et le prêt de tout ou partie des documents pour les besoins de la recherche, de la documentation, pour la représentation par projection à but documentaire ou pédagogique, pour l'exploitation promotionnelle, pour les expositions ouvertes au public ;
- La reproduction et la représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des documents sur les bases de données et les sites intranet et internet édités ou coédités par le CHU Rouen Normandie et/ou ses partenaires ;
- La reproduction de tout ou partie des documents dans les programmes destinés au public, les dossiers, brochures, dépliants, cartes postales promotionnelles, cartes de tous formats et sur tous supports, posters, plaquettes, prospectus, revues, diffusés gratuitement aux fins d'information du public et de promotion des activités du CHU Rouen Normandie et/ou de ses partenaires ;
- La reproduction et la représentation sur tous supports destinés à la communication interne ou externe du CHU Rouen Normandie et/ou de ses Partenaires et notamment dossiers de presse, rapports d'activité, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, journaux internes, publications des nouvelles acquisitions, articles de presse écrite ou télédiffusés, newsletters, campagnes d'emailing ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par le CHU Rouen Normandie et/ou par ses partenaires y compris dans toute salle réunissant du public (auditoriums, salles d'exposition, espaces de bureaux, ateliers hors les murs...) ;
- La reproduction, notamment dans l'enceinte et autour des locaux du CHU ROUEN NORMANDIE et/ou de ses Partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités du CHU Rouen Normandie et/ou de ses partenaires ;
- La reproduction à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des documents sur tous supports et selon tous procédés et notamment par imprimerie, photographie, audiovisuelle, numérisation, stockage sous forme de fichier informatique dans une mémoire électronique ;

- La représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des documents, dans le cadre d'expositions, conférences, colloques, séminaires, projections, formations, cours ou ateliers, pouvant faire l'objet de captation, tenus au sein du CHU Rouen Normandie ou des locaux de ses Partenaires, et notamment au sein d'auditoriums, salles d'exposition ou espaces de bureaux ;
- Le droit de reproduire, ensemble ou séparément, les documents en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toutes formes d'édition : ordinaire, de luxe (à tirage limité ou non), fac-similaire, de demi-luxe, reliée, populaire, de poche (dite aussi de grande diffusion), en clubs, scolaire, critique ou dans une anthologie ;
- La représentation par voie de projection publique, télédiffusion, de montage en audiovisuel, de film, de vidéo produit et d'émission de télévision, onde, câble, fils, satellite à des fins de recherche ou de pédagogie ainsi que dans les éditions vidéographiques et cinématographiques ;
- Le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira, autant d'exemplaires doubles ou copies, par photocopie, microfiche ou microfilm ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir, qu'il soit électronique, informatique, analogique, magnétique ou numérique, à partir de reproductions ou d'enregistrements visés ci-dessus ;
- Toute autre exploitation destinée aux besoins propres du CHU Rouen Normandie, dans le cadre de ses activités et missions (par exemple pour la mise en concurrence d'entreprises de travaux).

Il est convenu que le CHU Rouen Normandie pourra non seulement exploiter lui-même les documents mais pourra également consentir des autorisations ou des cessions à des tiers dans la limite des droits d'exploitation qui lui ont été cédés dans le cadre du présent marché.

8.3 - Garantie

Le Titulaire garantit au CHU Rouen Normandie une jouissance paisible des droits cédés sur les documents.

Il garantit notamment le CHU Rouen Normandie contre toute réclamation, revendication, recours ou action de toute personne quelle qu'elle soit.

8.4 - Rémunération

La présente cession est consentie gracieusement par le Titulaire au CHU Rouen Normandie, le Titulaire déclarant en être désintéressé au regard de la rémunération qu'il perçoit en contrepartie de ses prestations réalisées dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 9 - RECEPTION ET VALIDATION DES PRESTATIONS

9.1 - Transmission des documents

Au fur et à mesure du déroulement de sa mission, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur les documents prévus aux CCTP des lots n°1, n°2 et n°3.

Ceux-ci sont remis en deux exemplaires dont un exemplaire en papier et un exemplaire numérique, sous format PDF et natif.

CCAP

Réalisation de plusieurs missions de prestations intellectuelles dans le cadre des travaux en présence d'amiante pour la restructuration et surélévation du Bâtiment Central à l'Hôpital Charles Nicolle

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision, d'un délai de 15 jours à compter de la date de l'accusé de réception des prestations à valider ou du récépissé correspondant délivré par le pouvoir adjudicateur.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme validée, avec effet à compter de l'expiration du délai (acceptation tacite). En cas de refus ou de demande de modification, le titulaire s'engage à présenter à la validation du pouvoir adjudicateur un nouveau projet ou un projet modifié, sans supplément de prix ; le représentant du pouvoir adjudicateur dispose alors, pour donner son avis, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

Le transfert de propriété des documents rédigés dans le cadre du présent marché est réalisé par leur admission et conformément à l'article 5.4 ci-après.

9.2 - Modalités de réception

Pour le lot n°3, les prestations s'achèvent à l'issue de la livraison de l'opération de travaux.

L'achèvement de la mission fait alors l'objet d'une décision de réception de fin de mission établie par le représentant du pouvoir adjudicateur à la demande du titulaire, ladite décision stipulant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

9.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des phases ou parties techniques définies au CCTP concernant le lot n°3.

Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des interventions. Le marché est alors résilié à la date de réception de la notification de la décision.

Les phases de mission accomplies sont alors rémunérées sans abattement ni indemnité au titulaire.

ARTICLE 10 - PENALITES

Ces pénalités s'appliquent à tous les lots de la présente procédure.

10.1 - Pénalités de retard

En cas de non-respect des délais contractuels définis à l'article 6.2.2 ci-dessus pour le lot n°3 ou ceux définis dans chacun des bons de commande pour les lots n°1 et n°2, et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, le titulaire encourt sur ses créances les pénalités journalières mentionnées ci-dessous :

Type de document	Pénalité journalière
Tous	100 €

Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite.

Dans le cas où le titulaire considérerait que le retard dans l'exécution de tout ou partie des prestations ne lui est pas imputable, il lui appartient d'en informer par écrit le pouvoir adjudicateur, le cas échéant en cours d'exécution des prestations. En cas de retard non imputable au titulaire, celui-ci peut bénéficier d'une prolongation de délai en application de l'article 13.3 du CCAG-PI.



10.2 - Pénalités pour absence aux réunions de travail

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, Toute absence à une réunion où le titulaire aura été dûment convoqué entraînera une pénalité forfaitaire de **200 €**, déduite du décompte correspondant ; la représentation du coordonnateur par une personne ne disposant pas des compétences nécessaires étant assimilée à une absence.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15 % du montant total HT du marché. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire ne bénéficie d'aucune exonération à raison du montant total des pénalités de retard appliquées en cours de marché. Les pénalités sont dues dès le premier euro. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

ARTICLE 11 - PRIX ET VARIATION DANS LES PRIX

11.1 - Dispositions générales sur les prix

Le prix fixé rémunère tous les prestations intellectuelles et tous les frais connexes nécessaire à l'accomplissement de la mission concernée. Ce prix est exclusif de tout autre remboursement de frais au titre de la même mission. Ainsi et par exemple, les déplacements nécessaires et inhérents à la conduite de la présente mission ainsi que les réunions de travail et de restitution des travaux, sont inclus dans le prix global et forfaitaire proposé par le Titulaire et intègrent tous les frais et charges, notamment les frais de personnels, les frais de transport, hébergement et restauration sur les différents sites du CHU Rouen Normandie.

11.2 - Variation des prix

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est l'index divers de la construction - **ING - Ingénierie - Base 2010 - n° 001711010**.

La révision est ensuite effectuée, sur demande du titulaire et à la date anniversaire du marché (à savoir sa date de notification), par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 (ING_m) / ING_0$$

dans laquelle :

- **ING₀** : dernière valeur définitive connue de l'index ingénierie du mois M₀ (mois d'établissement du prix = mois de remise des offres) pour la première révision ou dernière valeur définitive de l'index utilisé pour la révision suivante
- **ING_m** : index ingénierie du mois *m* : dernière valeur définitive connue de l'index, 3 mois avant la date anniversaire du contrat.

Dans la mesure où le titulaire souhaiterait réviser les prix du marché public, il lui appartient de faire connaître ses nouvelles propositions 2 mois avant chaque échéance, sans aucune intervention du service acheteur.

11.3 - TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

ARTICLE 12 - MODALITES DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHÉ

12.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre du CHU Rouen Normandie.

Le paiement s'effectuera conformément aux articles R2191-23 à R2191-31 du Code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement le délai légal fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

12.2 - Avance

Lorsque le montant du bon de commande ou du marché subséquent dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public dans les conditions déterminées aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire a indiqué dans l'Acte d'Engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant du bon de commande ou du marché subséquent. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

12.3 - Comptable

Le comptable assignataire chargé du paiement est Monsieur le Comptable Public du CHU Rouen Normandie.

12.4 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au Titulaire ou au CHU Rouen Normandie, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

12.5 - Nantissement

Le Titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU Rouen Normandie est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention « d'exemplaire unique » sur le marché public à nantir (conformément aux articles R2191-45 à R2191-62 du Code de la commande publique).

12.6 - Retenue de garantie

Il n'y a pas de retenue de garantie.

ARTICLE 13 - PAIEMENTS – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

13.1 - Régime des paiements

Pour les lots n°1 et n°2, les paiements interviendront à l'issue de l'exécution des prestations objets du bon de commande.

Pour le lot n°3, les prestations font l'objet de paiements d'acomptes mensuels, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R2191-20 et 21 et R2191-22 du Code de la commande publique. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

13.2 - Dépôt de la facture électronique

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, **le dépôt de la facture électronique est obligatoire**, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le CHU Rouen Normandie rejettera la facture transmise.

CCAP

Réalisation de plusieurs missions de prestations intellectuelles dans le cadre des travaux en présence d'amiante pour la restructuration et surélévation du Bâtiment Central à l'Hôpital Charles Nicolle

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- en annexe du CCAP une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (Annexe n°1)
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services et travaux réalisés ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou lorsqu'il y a lieu, le prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé. Le code service est DTST et le numéro SIRET du CHU Rouen Normandie est le **267 601 680 00015**.

13.3 - Répartition des paiements

L'Acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

13.4 - Périodicité des paiements

Les paiements interviennent conformément au délai en vigueur et dès que les factures en fonction des éléments de mission réalisés ont été validées par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 14 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Le recouvrement éventuel des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du présent marché public sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.



ARTICLE 15 - ASSURANCES

En application de l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants, doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance couvrant les responsabilités résultant de l'accomplissement de leur mission dans le délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution.

Le contrat d'assurance garantit :

- Sa responsabilité civile à l'égard des tiers et de la personne publique ;
- Sa responsabilité résultant de principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants et 2270 du Code Civil.

L'absence d'attestation fait obstacle à la mise en paiement des sommes dues au titulaire ; le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques de son titulaire.

ARTICLE 16 - RESILIATION DU MARCHE

Les clauses de résiliation prévues par le Chapitre 7 du CCAG-PI sont applicables au présent marché public.

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors Taxe à la Valeur Ajoutée (TVA) et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Par ailleurs, le titulaire étranger indique sur la facture :

- Le pays d'origine des marchandises ;
- Le code de nomenclature douanière ;
- Le n° de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- Le poids des marchandises livrées ;
- Le mode de transport des marchandises (par route, air, mer, chemin de fer).

Au sujet de la résiliation, sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 40 du CCAG-PI, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel. Aussi et en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 40 du CCAG-PI sont applicables.

ARTICLE 18 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

18.1 - Résolution amiable

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R2197-1 à R2197-2 du Code de la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – médiateur interne

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU Rouen Normandie s'engage à préserver son anonymat. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

18.2 - Résolution contentieuse - compétence juridictionnelle

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-PI, il est dérogé au CCAG-PI pour les articles suivants :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
2.1	4.1
4	3.8.2
5.1	3.7.1
10.1	14.1
10.2	14.1 / 14.1.2 / 14.1.3